Perspectives chinoises

2011/4 | 2011
La modernisation de l'Armée populaire de libération et ses répercussions

Éditorial

Scott Harold

Traducteur : Camille Richou

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6064
ISSN : 1996-4609

Éditeur
Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée
Date de publication : 30 décembre 2011
Pagination : 2-5
ISBN : 979-10-91019-01-9
ISSN : 1021-9013

Référence électronique
Scott Harold, « Éditorial », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2011/4 | 2011, mis en ligne le 30 décembre 2011, consulté le 24 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6064

© Tous droits réservés

Éditorial

SCOTT HAROLD*

Depuis le début des années 1990, la République populaire de Chine (RPC) s'est lancée dans un important mouvement de modernisation visant à renforcer les capacités de l'Armée populaire de libération (APL). Comment ces efforts de la Chine pour améliorer sa puissance militaire affectent-ils ses relations avec ses partenaires diplomatiques et Taiwan ? Certains aspects du processus de modernisation militaire de la Chine sont-ils perçus par les armées étrangères comme plus déstabilisants ou inquiétants que d'autres ? Quels sont les critères appropriés pour évaluer l'impact de la modernisation militaire chinoise sur ses relations extérieures ? Et quels sont les facteurs qui déterminent la perception de cette modernisation par les autres pays ? Ce numéro spécial entend apporter une réponse à ces questions.

Ces vingt dernières années, la Chine a consacré une part croissante de ses ressources à la défense nationale. Durant cette période, la RPC a acquis à l'étranger ou développé en interne un nombre substantiel de systèmes et de capacités d'armement avancés (après s'être accaparé – parfois par rétroconception – la propriété intellectuelle de technologies de base) [1]. L'APL a évolué d'une doctrine militaire dépassée, centrée sur le combat au sol avec des technologies peu poussées, vers une doctrine dite de « défense active » (*jiji fangyu hinois*

qu'auparavant.

Les porte-parole officiels chinois répètent à l'envi, comme celui du ministère des Affaires étrangères de la RPC, Liu Weimin, l'a fait le 9 janvier 2012, que « la modernisation de [la] défense nationale [chinoise] sert des objectifs de sécurité nationale et [...] ne constituera jamais une menace pour aucun pays ». Ils cherchent également à présenter toute expression d'inquiétude vis-à-vis du renforcement de l'armée chinoise comme déraisonnable ou mal intentionnée. Il est cependant indéniable que l'augmentation des ressources consacrées aux dépenses militaires afin d'améliorer la sophistication des forces armées chinoises n'est pas passée inaperçue des autres pays et que ces derniers sont nombreux à se préoccuper des implications de cette évolution pour leur propre sécurité. Les théoriciens des relations internationales évoquent souvent dans les relations entre États l'équilibre des capacités par opposition à l'équilibre des menaces, ces équilibres étant modifiés par un renforcement des puissances respectives et/ou la conclusion d'alliances extérieures et une amélioration de la coopération en matière de défense. Comme le montrent les articles publiés dans ce numéro de

Perspectives chinoises, la façon dont la Chine modernise son armée – les plateformes qu'elle acquiert et l'utilisation qu'elle en fait – influe sur la vision du pays que se font les responsables de la sécurité nationale au Japon, en Corée du Sud, en Australie, dans l'Union européenne, à Taiwan et ailleurs [3]. La modernisation militaire de la Chine pousse la plupart de ces pays à améliorer leur arsenal militaire, ajuster leurs doctrines opérationnelles et renforcer leurs relations de coopération en matière de défense avec les États-Unis et d'autres acteurs de la région.

D'un point de vue méthodologique, les articles de ce numéro évaluent l'impact de la modernisation militaire de la Chine sur les politiques de défense de ses voisins en s'appuyant sur les déclarations de dirigeants nationaux, d'universitaires, de responsables militaires et de politique extérieure, ainsi que sur des enquêtes publiques et des éditoriaux de journaux, en examinant les budgets de défense hors de Chine, en identifiant les acquisitions militaires effectuées en réponse aux nouvelles capacités chinoises, et en analysant l'évolution des doctrines de défense et des concepts opérationnels des armées étrangères pour relever les nouveaux défis posés par les capacités militaires de la RPC. Certains universitaires ont suggéré que les pays asiatiques pourraient être tentés de ne pas s'opposer à la montée en puissance de la Chine, dans la mesure où un ordre mondial sino-centré, tel qu'ils ont pu le connaître avant le milieu du XIX[e] siècle, ne serait pas contraire à leurs intérêts [4]. Les articles de ce numéro s'attachent au contraire à décrire les diverses manières dont un certain nombre de pays, et particulièrement ceux qui ont des relations étroites en matière de défense avec les États-Unis ou qui ont des conflits territoriaux avec la Chine, cherchent à rétablir activement un équilibre par rapport au pouvoir accru de la Chine aussi bien en se renforçant au niveau intérieur que par leur coopération politico-militaire avec l'étranger [5]. Même les pays n'ayant pas d'accord de défense avec les États-Unis, comme le Vietnam et l'Indonésie, ont mis à niveau leur armée en achetant des sous-marins [6], des navires de surface avancés [7], et des missiles antinavires [8], tout en se rapprochant des États-Unis et d'autres acteurs régionaux pour tenter de compenser la montée chinoise [9]. Seuls les pays

* Scott W. Harold, politologue associé à la RAND Corporation, s'est spécialisé dans le domaine des affaires internationales et de sécurité en Asie. Parallèlement à son travail à la RAND, il est également professeur adjoint au sein du programme d'études sur la sécurité de la Edmund A. Walsh School for Foreign Service de l'Université de Georgetown, où il enseigne depuis 2006. Il a également enseigné la politique chinoise à l'Université Columbia. Avant de rejoindre la RAND en août 2008, S. Harold a travaillé au centre Chine John L. Thornton de la Brookings Institution de 2006 à 2008. Il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Université Columbia, où il a soutenu une thèse sur la prise de décision dans la politique étrangère chinoise pour intégrer l'Organisation mondiale du commerce. Sa dernière publication coécrite avec Cheng Li s'intitule « China's New Military Elite », (*Chinese Security*, hiver 2007).

1. Philip C. Saunders et Joshua K. Wiseman, « Buy, Build, or Steal: China's Quest for Advanced Military Aviation Technologies », *Institute for National Strategic Studies China Strategic Perspectives*, n° 4 (décembre 2011).
2. Dean Cheng, « China's Active Defense Strategy and Its Regional Impact », *Testimony before the US-China Economic and Security Review Commission*, 1er février 2011.
3. « China Criticizes New US Defense Policy », *DefenseNews*, 10 janvier 2012.
4. David C. Kang, *China Rising: Peace, Power, and Order in East Asia*, New York, Columbia University Press, 2009.
5. « S. Korea Steps Up Defense Build-Up as China's Military Power Grows », *Chosun Ilbo*, 2 janvier 2012 ; « Supersonic Cruise Missile in Development », *Chosun Ilbo*, 17 août 2011 ; Marcus Weisgerber, « Japan-US to Expand Missile, Cyber Defenses », *DefenseNews*, 21 juin 2011 ; « Japan-India Agreements Aimed at Countering China », *Asahi Shimbun*, 29 décembre 2011 ; « Philippines Will Ask US for F-16s, Cutter », *Associated Press*, 21 décembre 2011 ; « US Eyes LCS in Singapore, Philippines », *Reuters*, 16 décembre 2011 ; Ben Packham, « 2500 US Marines on Australian Soil to Increase Defence Ties », *The Australian*, 17 novembre 2011.
6. « Russian Submarines for Self-Defence: Vietnam », *The Straits Times*, 5 juin 2011 ; « South Korea Exports Submarines to Indonesia », *DefenseNews*, 21 décembre 2011.
7. « Russia to Sell Two More Gepard Ships to Vietnam », *Interfax*, 7 décembre 2011.
8. « India to Sell BrahMos to Vietnam », *The Asian Age*, 20 septembre 2011.
9. « 3 US Ships in Vietnam to Train with Former Foe », *FOXNews.com*, 15 juillet 2011 ; « Japan, Vietnam Agree on Defense Cooperation », *The Asahi Shimbun*, 25 octobre 2011 ; « Vietnam, Singapore Agree Defense Industry Alliance », *Jane's Defence Weekly*, 10 janvier 2012.

bien plus éloignés, notamment d'Europe occidentale, semblent rester indifférents à la modernisation militaire chinoise, bien que, comme le remarquent certains des contributeurs de ce numéro, il existe des motifs de préoccupation quant à la modernisation navale chinoise auxquels les analystes européens devraient se montrer plus attentifs qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent.

Le pays ayant le plus vivement réagi à la consolidation de la défense chinoise depuis 2009 reste les États-Unis. L'administration Obama a déclaré clairement et à plusieurs reprises que malgré la réduction de ses dépenses militaires, elle allait accorder la priorité en matière de sécurité à ses intérêts et à ses engagements dans la zone Asie-Pacifique, et qu'elle allait même renforcer ses engagements dans la région, ce qui s'est traduit de façon particulièrement marquante par l'annonce, début janvier 2012, d'une nouvelle stratégie de défense centrée sur la région Asie-Pacifique [10]. Washington a également développé une nouvelle approche pour orienter les opérations militaires, le concept *AirSea Battle*, centré sur une intégration plus resserrée des capacités navales et aérospatiales, de la furtivité et de la précision des frappes longue portée conçues pour contrer des capacités militaires chinoises asymétriques [11]. Les États-Unis ont également entrepris des mesures pour diversifier l'emplacement de leurs bases militaires, positionner de nouvelles troupes et renforcer leurs capacités d'action dans la région, développer du matériel militaire avancé, stimuler les capacités de leurs partenaires en vendant ou en transférant des technologies de défense à des pays amis, et améliorer l'interopérabilité et l'intégration des forces et des doctrines avec ses alliés.

Nombre de ces mesures prises par les États-Unis, mais aussi par les acteurs régionaux, se sont enchaînées assez rapidement. En dehors des cercles d'analystes des questions de défense, leur portée et leur signification n'ont donc pas encore été comprises et appréciées pleinement. Par exemple, dès 1983, Aaron Friedberg mettait en garde que la Chine planifiait d'« abandonner sa stratégie traditionnelle basée sur des forces terrestres mal équipées au plan technique et cherchait à acheter ou construire les armes dont elle pourrait avoir besoin pour faire valoir ses revendications vis-à-vis de ses voisins », et que cela pourrait « exacerber les rivalités » en Asie [12]. Néanmoins, durant une longue période, les spécialistes et analystes politiques n'ont pas perçu les rééquilibrages militaires prédits par l'approche traditionnelle néoréaliste des relations internationales, et il semble que certains analystes aient même écarté l'inévitabilité d'un rééquilibrage si la Chine continuait à consacrer des ressources à l'augmentation de capacités militaires asymétriques. En effet, des études majeures sur les forces aériennes [13], la marine [14], la puissance maritime stratégique [15], l'arsenal de missiles [16], et les efforts globaux de modernisation militaire de la Chine durant les années 1990 [17] n'ont pas permis de montrer que les capacités de l'APL (à l'exception de quelques acquisitions de matériel militaire faites auprès de la Russie et d'Israël) progressaient rapidement, modifiaient l'équilibre des puissances dans l'est asiatique ou favorisaient un déséquilibre. Pareillement, une étude des sources publiques réalisée en 2000 par David Shlapak de la RAND Corporation sur la menace que fait peser l'APL sur Taiwan, montra que les capacités de Pékin étaient probablement insuffisantes pour lui permettre de menacer l'île d'une défaite militaire [18]. Il semblait que la plupart des acteurs régionaux se contentaient de profiter de l'expansion économique de la Chine en laissant de côté leurs inquiétudes concernant le renforcement de sa puissance militaire. Par ailleurs, les actions et déclarations de Pékin, et plus particulièrement son « offensive de charme » très remarquée envers l'Asie du Sud-Est [19] et l'accent mis sur l'« essor pacifique [20] » qu'elle entendait incarner (avant de le renommer « développement pacifique »), visaient à atténuer les conséquences politico-diplomatiques et militaires de la mise à niveau de son arsenal et à convaincre les acteurs régionaux que le renforcement de ses capacités de défense n'appelait pas de mesures de rééquilibrage.

Il n'en reste pas moins que depuis la fin des années 1990, les politiques américaines de sécurité ainsi que celles de certains acteurs régionaux (le Japon en particulier), sont progressivement passées du « dialogue » à la « couverture de risque » [21] du fait notamment des préoccupations sucitées par l'accélération des efforts de Pékin pour acquérir des capacités militaires plus avancées. Depuis 1998, Pékin a accéléré l'acquisition par l'APL de technologies militaires plus avancées, un processus qui fait l'objet d'un suivi depuis la première publication annuelle du *Rapport du Congrès sur la puissance militaire de la République populaire de Chine* en 2000 [22]. Ces rapports, ainsi que d'autres études, ont établi la liste détaillée des acquisitions de l'APL en matière de missiles balistiques [23] et de croisière [24] de plus en plus nombreux et perfectionnés, couplés à une sophistication accrue de l'architecture de son système de surveillance satellite, de reconnaissance et de ciblage [25] ; des capacités d'opérations sur les réseaux informatiques (cyberguerre) [26] ; des acquisitions de forces sous-marines de plus en plus modernes et furtives [27] et de navires de surface plus

10. David S. Cloud et Christi Parsons, « Obama Calls for Leaner Military – His Strategy Would Refocus Spending to Counter Risks from China, Iran », *Los Angeles Times*, 6 janvier 2012.
11. Andrew Krepenevich, *Why AirSea Battle?*, Washington, Centre pour les évaluations stratégiques et budgétaires, 2010 ; et Jan Van Tol, et al., *AirSea Battle: A Point-of-Departure for an Operational Concept,* Washington, Centre pour les évaluations stratégiques et budgétaires, 2010.
12. Aaron Friedberg, « Ripe for Rivalry: Prospects for Peace in a Multipolar Asia », *International Security*, vol. 18, n° 3, hiver 1993/1994, p. 5-33.
13. Kenneth W. Allen, Glenn Krumel, et Jonathan D. Pollack, *China's Air Force Enters the 21st Century*, Santa Monica (CA), RAND Corporation, 1995.
14. Bernard D. Cole, *The Great Wall at Sea: China's Navy Enters the Twenty-First Century*, Annapolis (MD), Naval Institute Press, 2001.
15. John Wilson Lewis et Xue Litai, *China's Strategic Seapower: The Politics of Force Modernization in the Nuclear Age*, Stanford (CA), Stanford University Press, 1996.
16. John Wilson Lewis et Hua Di, « China's Ballistic Missile Programs: Technologies, Strategies, Goals », *International Security*, vol. 17, n° 2, automne 1992, p. 5-40.
17. David Shambaugh, *Modernizing China's Military: Progress, Problems, Prospects*, Los Angeles, University of California Press, 2003.
18. David Shlapak, David T. Orletsky, et Barry A. Wilson, *Dire Strait? Military Aspects of the China-Taiwan Confrontation and Options for US Policy*, Santa Monica (CA), RAND Corporation, 2000.
19. Joshua Kurlantzick, *Charm Offensive: How China's Soft Power Is Changing the World*, New Haven (CT), Yale University Press, 2007.
20. Zheng Bijian, *China's Peaceful Rise: Speeches of Zheng Bijian, 1997-2005*, Washington, The Brookings Institution Press, 2005.
21. James Shinn (éd.), *Weaving the Net: Conditional Engagement with China*, New York, Council on Foreign Relations Press, 1996 ; Evan S. Medeiros, « Strategic Hedging and the Future of Asia-Pacific Security », *The Washington Quarterly*, vol. 29, n° 1, hiver 2005-2006, p. 145-167.
22. US Department of Defense, *Annual Report to the Congress on the Military Power of the People's Republic of China*, Washington, US Government Printing Agency, sur plusieurs années.
23. Ian Easton, « The Great Game in Space: China's Evolving ASAT Weapons Programs and their Implications for Future US Strategy », *Project 2049 Occasional Paper*, 24 juin 2009 ; Mark Stokes, « China's Evolving Strategic Conventional Strike Capabilities: The Anti-Ship Ballistic Missile Challenge to US Maritime Operations in the Western Pacific and Beyond », *Project 2049 Occasional Paper*, 14 septembre 2009 ; Andrew S. Erickson et David Yang, « On the Verge of a Game-Changer », *Proceedings*, vol. 135, mai 2009 ; Eric Hagt et Matthew Durnin, « China's Anti-Ship Ballistic Missile: Developments and Missing Links », *Naval War College Review*, vol. 62, n° 4, automne 2009, p. 87-115.
24. Ian Easton, « The Assassin under the Radar: China's DH-10 Cruise Missile Program », *Project 2049 FutureGram*, 1er octobre 2009.
25. Ian Easton et Mark Stokes, « China's Electronic Intelligence (ELINT) Satellite Developments: Implications for US Air and Naval Operations », *Project 2049 Occasional Paper*, 23 février 2011.
26. *Capability of the People's Republic of China to Conduct Cyber Warfare and Computer Network Operations*, Commission d'examen économique et de sécurité Chine-États-Unis, 9 octobre 2009.
27. Michael Glosny, « Strangulation from the Sea: A PRC Submarine Blockade of Taiwan? » *International Security*, vol. 28, n° 4, printemps 2004, p. 125-160 ; Lyle Morris et William Murray, « Undersea Dragons: China's Maturing Submarine Force », *International Security*, vol. 28, n° 4, printemps 2004, p. 161-198.

perfectionnés [28] ; des avancées en matière de mines [29] ; de son programme de porte-avions en plein essor [30] ; et de la capacité accrue de ses avions de chasse (plus particulièrement du J-20 [31]) et de ses chasseurs bombardiers. Aux États-Unis, les analystes militaires ont considéré dès 1999 que l'arsenal de missiles conventionnels balistiques et de croisière de la Chine constituait une menace croissante qui justifiait le déploiement de bases et de forces aériennes, et ils ont préconisé des mesures pour maintenir les installations militaires américaines au Japon, en Corée du Sud et dans l'ouest du Pacifique [32].

Vers le milieu des années 2000, les analystes du Pentagone ont commencé à évoquer le problème posé par les capacités de déni d'accès (A2/AD pour *anti-access/area denial*) de l'APL pour les forces américaines dans l'Ouest du Pacifique. Le déni d'accès vise à empêcher les armées étrangères d'agir en augmentant le coût si elles opèrent à partir de bases ou de ports proches de la Chine (*anti-access*) ou dans des espaces maritimes et aériens (*area denial*) déterminés [33]. L'ensemble des capacités décrites ci-dessus est souvent considéré comme faisant partie de la « massue de l'assassin » (*shashoujian*

régiment d'artillerie, la marine militaire et les forces chargées de la guerre cybernétique n'ont pas attendu l'ensemble de l'APL pour se moderniser. Elles s'efforcent d'acquérir rapidement les capacités essentielles pour empêcher Taiwan de marcher vers l'indépendance et les États-Unis d'intervenir dans le détroit en cas de conflit. Par ailleurs, depuis le milieu des années 2000, l'APL commence à se concentrer sur l'acquisition de capacités lui permettant de s'engager dans d'éventuels conflits « au-delà du détroit » [40]. Cette ambition est alimentée en partie par sa confiance grandissante quant à l'équilibre des forces militaires dans le détroit, en partie par son besoin de justifier les mises à niveau continuelles de son arsenal de défense et en partie par les exigences imposées par le président Hu Jintao fin 2004 à l'APL de devenir capable d'accomplir de « nouvelles missions historiques » [41].

La contribution de Bonnie Glaser et David Szerlip s'attache à montrer comment les capacités accrues de l'APL ont affecté les relations de la Chine avec le Japon, la Corée du Sud et l'Australie, trois alliés majeurs des États-Unis qui ont exprimé leur inquiétude vis-à-vis de cette évolution et de ce qu'elle laisse transparaitre sur les intentions de la RPC. L'acquisition d'une capacité de déni d'accès (A2/AD) par Pékin sape la confiance de ces trois pays dans le pouvoir de dissuasion des États-Unis et, pour réagir, ceux-ci sont en train de resserrer au contraire leur coopération militaire avec Washington et de renforcer leurs capacités de défense contre les missiles et les sous-marins en s'équipant notamment de missiles de défense ainsi que de forces anti-sous-marins, souvent d'ailleurs par l'acquisition de leurs propres flottes de submersibles. Au cours de leur observation des réponses de ces trois pays d'Asie-Pacifique à la modernisation militaire chinoise, les auteurs examinent les commentaires et analyses d'observateurs militaires et d'universitaires, ainsi que les données fournies par les enquêtes d'opinion et les éditoriaux publiés dans les médias. Cette démarche leur permet d'identifier l'émergence de ce qui semble être une structure bipolaire où Tokyo, Séoul et Canberra cherchent à compenser leur dépendance économique accrue envers la Chine par le renforcement des liens politico-diplomatiques et de la coopération militaire entre eux, avec les États-Unis et avec certains pays partenaires en Asie du Sud et du Sud-Est. Alors que le Japon renforce très activement ses capacités de couverture de risque pour se préparer à un éventuel conflit avec la Chine, l'Australie et la Corée du Sud semblent avancer dans une direction similaire. Ces conclusions confirment une étude de 2008 de la RAND Corporation qui montrait que les partenaires des États-Unis sur les questions de sécurité étaient de plus en plus prompts à se prémunir face à la modernisation militaire chinoise, tout en continuant à laisser s'accroitre leur dépendance économique vis-à-vis de la RPC [42].

Dans leur article, Matthieu Duchâtel et Alexandre Sheldon-Duplaix expliquent en quoi les investissements de modernisation navale de la RPC affectent les intérêts des membres de l'Union européenne et pourquoi les décideurs européens en matière de politique extérieure ont eu tendance à sous-estimer les implications de la modernisation militaire chinoise pour l'Europe. Les auteurs observent que puisque les nouveaux navires de surface et sous-marins chinois ne représentent pas de menace directe pour les États européens, de nombreux analystes de ces pays en ont conclu à tort que les intérêts du continent n'étaient pas affectés par les décisions chinoises dans ce domaine. Cependant Duchâtel et Sheldon-Duplaix montrent au contraire que les intérêts de l'Union européenne sont en jeu sur au moins cinq points importants, notamment le fait que la modernisation navale chinoise permet et peut-être même incite Pékin à présenter avec plus de force ses arguments sur le droit de la mer et les conflits territoriaux en mer de Chine méridionale et orientale, avec des conséquences sur les échanges commerciaux de l'Europe avec les autres pays d'Asie de l'Est, ses relations avec les États-Unis et sur l'économie mondiale. En parvenant à cette conclusion, les auteurs font écho aux arguments avancés par certains universitaires américains qui estimaient que cette volonté d'affirmation militaire de la Chine constituait un nouveau « nationalisme maritime » qui pourrait bien être source de conflits et déstabiliser la région [43].

Enfin, comme le soulignent Arthur Ding et Paul Huang dans leur article, les observateurs basés à Taiwan n'ont pas été aussi alarmés par les efforts de modernisation militaire de la Chine que les théoriciens réalistes de l'équilibre des puissances auraient pu le penser. Ding et Huang montrent au contraire que la perception du niveau de menace du continent sur Taiwan par les analystes taïwanais s'est davantage cristallisée sur la teneur et l'atmosphère des interactions répétées entre les deux côtés du détroit plutôt que sur l'arsenal ou les capacités spécifiques développés par la Chine. Dans cette optique, Ding et Huang suggèrent que bien qu'il faille suivre avec une attention particulière la modernisation militaire chinoise, ce n'est certainement pas le seul facteur et probablement pas le plus important dans les relations entre la Chine et Taiwan. Il semble au contraire que pour un certain nombre de raisons, dont l'incapacité de Taipei à rivaliser avec la puissance militaire de la RPC et sa confiance dans le soutien américain, l'aspect politique des relations sino-taïwanaises soit le facteur déterminant de la perception d'une menace chinoise sur l'île.

L'ensemble des articles de ce numéro spécial atteste que le processus de modernisation militaire de la Chine, et plus particulièrement ses choix d'acquisition de technologies asymétriques et de déstabilisation, alimente une course à l'armement ainsi que les stratégies de rééquilibrage dans la région. Les décisions spécifiques des pays sur la réponse à apporter à l'accroissement des capacités de l'APL intègrent de nombreux facteurs, notamment la manière dont les intérêts de chaque pays rejoignent ou s'opposent à ceux de la Chine ; la teneur de leur relation avec la Chine et leur évaluation des intentions de Pékin ; leur vulnérabilité à certains systèmes d'armement ou leur proximité avec la RPC ; l'attention portée à d'autres menaces ; et leur politique intérieure. La modernisation militaire seule n'explique pas les relations de la Chine avec ses voisins, mais aucune analyse des liens de la RPC avec ses voisins, partenaires diplomatiques ou avec Taiwan ne serait complète sans une compréhension de la manière dont la dimension militaire s'intègre à ces relations. Les décisions de la Chine pour l'amélioration de ses capacités militaires sont porteuses de conséquences stratégiques pour les relations du pays avec ses voisins. À long terme, Pékin devra décider si le coût politico-diplomatique et militaire des réactions à sa modernisation militaire dépasse les bénéfices d'un développement de sa défense. Pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, la puissance militaire chinoise est largement considérée comme un facteur de déstabilisation régionale. Les décisions des dirigeants chinois quant à la poursuite d'une modernisation militaire axée sur la déstabilisation d'adversaires régionaux pourraient permettre de déterminer le niveau de coopération régionale ou de confrontation auquel on peut s'attendre à l'avenir.

Traduit par Camille Richou

40. Roy D. Kamphausen, David Lai, and Andrew Scobell (éd.), *Beyond the Strait: PLA Missions Other than Taiwan,* Carlisle (PA), US Army War College Strategic Studies Institute, 2009.
41. James Mulvenon, « Chairman Hu and the PLA's 'New Historic Missions' », *China Leadership Monitor*, n° 27, hiver 2009.
42. Evan Medeiros, et al., *Pacific Currents: The Responses of US Allies and Security Partners in East Asia to China's Rise*, Santa Monica (CA), RAND Corporation, 2008.
43. Robert S. Ross, « China's Naval Nationalism: Sources, Problems, Prospects », *International Security*, vol. 34, n° 2, automne 2009, p. 46-81.